

Technologie et société

par le Général James M. Gavin
(Ancien Ambassadeur des Etats-Unis
à Paris, Président de Arthur D.
Little, Inc.).



(Photo USIS)

La Société de Chimie Industrielle ne pouvait imaginer que son Congrès franco-américain tenu à l'occasion du 200^e anniversaire de la Déclaration d'Indépendance des États-Unis puisse être ouvert par une personnalité plus compétente et plus prestigieuse que le Général James M. Gavin. Celui-ci s'est acquis des droits éminents à notre reconnaissance pour la part qu'il a prise à la tête de ses parachutistes à la libération de la France, puis, dans la paix retrouvée, désigné par le Président J. F. Kennedy au poste d'ambassadeur à Paris, il a gagné l'estime et l'affection de tous les Français. Quant aux chimistes, ils n'oublient pas que Arthur D. Little, son prédécesseur à la tête de la société qu'il dirige aujourd'hui, peut être considéré comme le « père du génie chimique » au début de ce siècle.

Tous ces titres indiquent combien la présence du Général J. Gavin à Valley Forge nous a été précieuse. Nos lecteurs trouveront ci-après le texte français de l'allocution qu'il a prononcée et qu'il a bien voulu nous remettre. Qu'il trouve ici l'expression de l'affectueuse reconnaissance de la Société de Chimie Industrielle pour la part qu'il a prise au succès des rencontres de Valley Forge.

Je suis ravi d'être à Valley Forge et, en particulier, d'avoir l'occasion de prendre la parole au Congrès franco-américain consacré à l'industrie chimique face à son avenir. J'aimerais traiter du sujet de la technologie et de la société.

C'est un sujet auquel j'ai été associé durant de nombreuses années : militairement, diplomatiquement, et pendant presque vingt ans dans l'industrie. C'est un sujet très important à cause de la vitesse avec laquelle change la technologie dans le monde où nous

vivons, et du fait que la plupart des peuples admettent que cette technologie significative, apprise ou acquise, durera leur vie entière alors que, en fait, nous vivons dans un perpétuel changement. C'est un sujet très vaste, aussi je me limiterai à trois de ses aspects : le monde politique qui a recours à cette technologie, en particulier la technologie militaire ; le problème de la prolifération nucléaire et, en dernier lieu, les problèmes du tiers monde.

Il est bien de circonstance que notre Congrès ait lieu ici, à Valley Forge, car c'est ici que La Fayette a servi sous les ordres du Général George Washington quand le sort de notre nouveau pays et de son armée continentale était au plus bas. Ayant survécu ici, et ayant battu les Britanniques et les Allemands aux brillantes victoires de Trenton et de Princeton, Washington transfère son quartier général à Morristown. Plus tard, les Français débarquent une armée à Newport, dans le Rhode Island, sous le commandement du Général Rochambeau. C'est une véritable armée et non quelques milliers d'hommes. Elle se dirige vers le sud, ne passant pas très loin d'ici, en route vers Yorktown, en Virginie. Là, le Général Washington, La Fayette, qui à cette époque commande un détachement de son armée, et Rochambeau encerclent l'armée britannique sous les ordres de Cornwallis. Il n'a plus qu'une voie pour s'échapper par la mer. Cependant, l'Amiral français De Grasse remporte une brillante victoire sur la marine britannique, à l'entrée de la baie de Chesapeake. Ainsi le sort de Cornwallis est décidé et il capitule. C'est cela qui nous a permis de survivre en tant que peuple libre et d'inaugurer une nouvelle forme de gouvernement basé sur le seul concept que chaque être humain a droit à « la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur ». Nous, Américains, devrions toujours être reconnaissants de la contribution que la France a apportée à notre victoire, et nous le sommes.

J'ai remarqué, en arrivant ici ce matin, la salle Adams, la salle John Hancock et la salle Benjamin Franklin. A ma connaissance, pas un de ces distingués patriotes n'était présent à Valley Forge aux côtés du Général Washington alors que la Fayette, lui y était. Par conséquent, j'aimerais proclamer que la salle où nous nous trouvons devienne, pour le temps de cette conférence, la salle La Fayette.

Abordant le problème de la puissance dans le monde, s'impose à moi le souvenir de la visite du Président John F. Kennedy à Paris, en mai 1961. De là, il continua sur Vienne pour rencontrer M. Krouchtchev. La réunion fut mouvementée, Krouchtchev pensait imposer sa volonté en insistant à sa guise sur chaque point en discussion et les injures graves faisaient partie de sa méthode. Il déclara que Berlin était en travers de sa gorge, que ce problème devait disparaître et même que les alliés devaient quitter Berlin pour le premier décembre. Il s'était totalement trompé sur le Président Kennedy ; j'étais, à cette époque, inquiet pour J. F. Kennedy qui était certes un président jeune et intelligent, élu sur un programme basé sur la recherche de la paix et qui se trouvait confronté dès son premier voyage à l'étranger avec une sérieuse menace de guerre. Mais dès son retour, il renforça le potentiel

militaire en Europe. L'été suivant, au moins une douzaine d'ambassadeurs m'ont appelé pour me demander si M. Kennedy était sérieux ou non sur Berlin, et s'il irait ou non jusqu'à la guerre. Je les ai assurés que, si la guerre avec l'Union Soviétique à propos de Berlin était inévitable, elle pourrait aussi bien commencer maintenant et que le président y ferait face.

C'était l'époque où la plupart des peuples étaient divisés en deux camps armés : le monde communiste et le monde anti-communiste ; vous deviez vous identifier avec l'un ou l'autre et le mieux était de prendre parti.

C'est ce point de vue qui, plus tard, a conduit mon pays dans l'imbroglio de l'Asie du Sud-Ouest. Nous étions là pour combattre le communisme et, si nous ne l'arrêtons pas là, il était établi que nous devrions l'arrêter à San Francisco ou n'importe où à l'Ouest. A vrai dire, à cette époque le Ho Che Minisme différait fortement du Maoïsme qui à son tour différait du Krouchtchevisme. Le nationalisme était en hausse, comme ce fut bientôt évident.

A peu près à l'époque où l'actuel Secrétaire d'État, Kissinger, se rendait à Washington travailler avec M. Nixon, il découvrait la planète en un monde des cinq grands, les principales puissances étant le Japon, la Chine Communiste, l'Union Soviétique, la Communauté Européenne et les États-Unis. Ce qui paraissait très juste en se basant sur la puissance économique autant que sur les moyens de défense. Le Japon, à l'époque, représentait une grande puissance économique. Un peuple ingénieux, laborieux, efficace ; son rôle dans les affaires mondiales est d'importance. La Chine Communiste montrait une discipline sociale exemplaire, une résolution à survivre, et à su soigner, nourrir et loger plus de 800 millions d'hommes. L'Union Soviétique reste une énigme. Les conditions s'y sont améliorées d'une façon certaine depuis la Révolution, mais l'Union Soviétique d'aujourd'hui a encore beaucoup de choses en commun avec la Russie des tsars, et même avec la Russie sous l'occupation tartare. La question se pose : qui est responsable, les militaires ou les politiciens civils ? Il n'y a pas longtemps, M. Ustinov a été nommé Ministre de la Défense et il a été fait général à quatre étoiles. Plus près de nous, M. Brejnev est apparu devant la presse habillé d'un brillant uniforme de maréchal et a annoncé qu'il avait été nommé maréchal. Peut-on imaginer le Président Ford ou le Président Giscard d'Estaing se nommant maréchaux en vue de diriger leurs pays ?

Il est possible de faire des affaires avec l'Union Soviétique, comme vous le savez vous industriels, mais ce n'est pas facile. Je pense que nous devrions continuer à cultiver de bonnes relations avec elle, mais je resterais prudent et méfiant jusqu'à ce qu'elle montre plus clairement son désir de vivre

en paix avec le reste du monde. Si ce sont les militaires qui nous gouvernent, je pense qu'il y a un danger considérable à ce que les maréchaux se considèrent comme étant les arbitres de tous les différends.

L'Europe de l'Ouest a réalisé de grandes choses depuis la seconde guerre mondiale. La Communauté Économique Européenne a ses problèmes, mais néanmoins, en général, elle travaille. On a beaucoup parlé ces derniers temps de l'engagement des troupes de l'OTAN à former un rempart contre les Soviétiques. Mais la puissance militaire d'aujourd'hui ne repose pas sur les troupes, ni sur les canons, ni sur l'aviation tant elle dépend de l'économie, du niveau de vie de la nation et de tout ce que nous ferons pour résoudre les problèmes futurs. Ces trois dernières causes constituent le terrain de la stratégie des affaires internationales. Il est grandement temps que nous reconnaissons les relations étroites existant entre l'OTAN et la Communauté Économique Européenne.

On devrait noter au passage que le concept d'un monde de cinq grands oublie tout à fait l'Afrique et l'Amérique du Sud qui, dans un avenir pas très lointain, pourraient faire partie des régions les plus importantes du monde.

Avec l'arrivée de l'OPEP et la tendance à indexer le prix des marchandises sur le pétrole, le monde des cinq grands s'est modifié profondément. Aujourd'hui je dirais que les principales puissances de l'hémisphère occidental sont les États-Unis, le Brésil, le Canada ; en Europe : la France et l'Allemagne de l'Ouest ; en Asie : le Japon ; au Moyen Orient : l'Iran et l'Arabie Saoudite. Mais le monde est en perpétuelle évolution et les puissances d'aujourd'hui ne sont pas forcément celles de demain.

Récemment a été achevée, aux États-Unis, une étude sur « l'avenir de l'économie mondiale ». Étant un ami personnel de Wassily Leontief, qui est conseiller de la société A. D. Little, je lui ai parlé plusieurs fois de son étude ces deux dernières années, et j'attends impatientement la publication de son livre. Il est sensiblement plus optimiste que « les limites de la croissance », le rapport du Club de Rome sorti il y a quelques années. J'aimerais en signaler quelques points. On cherche à établir les objectifs qui sont nécessaires pour réduire, au moins de moitié, l'écart moyen des revenus pour l'an 2000. On y indique que les principales limites à une croissance économique soutenue et à un développement accéléré sont à caractère politique, social et institutionnel plutôt que matériel.

On y montre que la plupart des problèmes urgents pour nourrir la population en rapide augmentation dans les régions en développement peuvent être résolus par la mise en culture de grandes étendues de terres arables

ordinairement inexploitées et en doublant ou triplant le rendement agricole.

On y parle de la pollution en déclarant que le problème a des solutions. Il est techniquement possible de lutter contre les négligences qui ont conduit la pollution, dans les pays développés, à son niveau actuel ; finalement on arrive à la conclusion que le coût économique total de la diminution de la pollution ne dépassera pas, en estimation, les 1,5 à 2 % du prix de revient des produits bruts. Ces propos ne sont que quelques points d'un rapport qui mérite une lecture attentive, à vrai dire une étude indispensable à tout homme d'affaires qui travaillera à l'avenir avec le tiers monde. Le tiers monde demande à être entendu. Par exemple, une publication récente des Nations Unies a proposé un impôt mondial sur le revenu, qui ferait partie de ce que certains appellent le « nouvel ordre économique mondial ». On a proposé que toutes les ressources minérales tirées de l'océan, hors des limites des juridictions nationales, soient recherchées et exploitées pour le bien de toute l'humanité. Un projet plus récent du Sénat américain a suggéré que la législation puisse subvenir aux besoins en taxant l'utilisation des ressources mondiales par les sociétés multinationales, en se basant sur les bénéfices réalisés à l'étranger par les sociétés transnationales.

Un des problèmes les plus fâcheux pour l'avenir est celui de la prolifération nucléaire. Dans un futur très proche, trente à quarante nations ou individus pourront fabriquer des dispositifs nucléaires. Ceux-ci pourront alors être utilisés de façon clandestine dans un but de chantage ou pour précipiter la guerre. Je suis heureux d'apprendre que le gouvernement français ait consenti à entrer dans un programme de contrôle nucléaire et à éviter le détournement des matériaux pouvant servir à fabriquer des armes atomiques. J'aimerais extraire d'un discours prononcé l'année dernière par notre secrétaire d'État, le Dr Kissinger :

« C'est une ironie de notre époque que l'âge de l'idéologie et de la rivalité nationaliste ait engendré également une foule de défis qu'aucune nation ne peut résoudre seule. Paradoxalement, le nationalisme s'est réveillé au moment précis où la plupart des problèmes que nous affrontons ne peuvent être résolus que par la reconnaissance de notre indépendance. Le monde s'est rétréci, mais les nations mondiales ne se sont pas rapprochées. » Oui, en vérité, le monde s'est rétréci à la taille d'une bourgade. C'est un monde où Dieu a permis, il y a deux siècles, que nous devenions alliés, et nous avons été de bons alliés. Par nos efforts nous devons continuer à rester de bons amis et de bons associés en affaires. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous conserverons ces institutions qui nous ont rapprochés dans le passé, et que seront fidèles au souvenir des nombreuses années de collaboration étroite et fructueuse.